



Arrêt

n° 284 418 du 7 février 2023
dans l'affaire X / I

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître R. AKTEPE
Amerikalei 95
2000 ANTWERPEN

Contre :

l'Etat belge, représenté par la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration

LE PRESIDENT DE LA 1^{ère} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 23 novembre 2022, par X, qui déclare être de nationalité turque, tendant à la suspension et l'annulation de la décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire, prise le 14 octobre 2022.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : la loi du 15 décembre 1980).

Vu l'ordonnance portant détermination du droit de rôle du 29 novembre 2022 avec la référence X.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu la demande et le consentement à recourir à la procédure purement écrite en application de l'article 39/73-2 de la loi précitée.

Vu l'ordonnance du 15 décembre 2022 selon laquelle la clôture des débats a été déterminée au 26 décembre 2022.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

1.1. Le requérant est arrivé en Belgique a une date indéterminée.

1.2. Le 8 décembre 2021, il introduit une demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne en qualité de conjoint.

1.3. Le 14 octobre 2022, la partie défenderesse prend une décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire – sous la forme d'une *annexe 20*. Il s'agit de l'acte attaqué, lequel est motivé comme suit :

« □ l'intéressé(e) n'a pas prouvé dans le délai requis qu'il ou elle se trouve dans les conditions pour bénéficier du droit de séjour de plus de trois mois en qualité de membre de la famille d'un citoyen l'Union ou d'autre membre de la famille d'un citoyen de l'Union ;

Le 08.12.2021, la personne concernée a introduit une demande de droit au séjour en qualité d'autre membre de famille de [S.S.A.] (NN xxxxxx xx-xx), de nationalité bulgare, sur base de l'article 47/1 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

A l'appui de sa demande, bien qu'elle ait produit la preuve de son identité, la qualité d'autre membre de famille « ayant une relation durable » telle qu'exigée par l'article 47/1 de la loi du 15/12/1980 n'a pas été valablement étayée.

Selon l'art 47/3, § 1er de la Loi du 15/12/1980, « les autres membres de la famille visés à l'article 47/1, 1° doivent apporter la preuve de l'existence d'une relation avec le citoyen de l'Union qu'ils veulent accompagner ou rejoindre ainsi que de son caractère durable. Le caractère durable de la relation peut être prouvé par tout moyen approprié. Lors de l'examen du caractère durable de la relation, le ministre ou son délégué tient compte notamment de l'intensité, de l'ancienneté et de la stabilité des liens entre les partenaires».

Or, les documents produits ne suffisent pas à démontrer que les intéressés entretiennent une relation durable de ce type. En effet, si les photos (dont les plus anciennes datent de juillet 2020), permettent de considérer qu'ils se connaissent depuis cette période, elles ne suffisent cependant pas à démontrer qu'ils entretiennent une relation durable qui répondent aux critères d'intensité, d'ancienneté et de stabilité telles que requises à l'article 47/3 de la loi précitée. Le fait d'avoir un compte bancaire commun, en septembre 2021, n'est pas non plus de nature à prouver l'intensité et l'ancienneté de leur relation dès lors qu'il n'est pas nécessaire d'être partenaires pour ouvrir ce type de compte. Le contrat de bail déposé, uniquement établi au nom madame [S.S.A.] en avril 2020, n'apporte aucun éclairage sur la relation durable à démontrer. La traduction des échanges de messages déposés dans le dossier n'est pas pris en compte car l'Office des Etrangers n'est pas en mesure de connaître leurs auteurs.

Relevons également que l'officier de l'Etat civil de Schaerbeek a refusé, en date du 27.03.2021, d'enregistrer la demande de cohabitation légale entre les intéressés estimant que l'une des parties viserait uniquement l'obtention d'un avantage en matière de séjour et non à créer une communauté de vie durable.

Dès lors, la relation durable n'est pas établie.

Au vu de ce qui précède, les conditions de l'article 47/1 de la loi du 15.12.1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ne sont pas remplies, la demande est donc refusée.

Conformément à l'article 74/13 de la loi du 15/12/1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, la demande de la personne concernée a été examinée en tenant compte de l'intérêt supérieur de son enfant, de sa vie familiale et de son état de santé.

Vu que l'examen du dossier n'apporte aucun élément relatif à l'existence de problèmes médicaux chez la personne concernée ;

Vu que les intérêts familiaux de la personne concernée ne peuvent prévaloir sur le non-respect des conditions légales prévues à l'article 47/1 de la loi du 15/12/1980. En effet, la Cour Européenne des Droits de l'Homme a jugé que « les rapports entre les adultes ne bénéficieront pas nécessairement de la protection de l'article 8 sans que soit démontrée l'existence d'éléments supplémentaires de dépendance, autres que les liens affectifs normaux (Cour EDH arrêt Ezzouhdi n° 47160/99 du 13 février 2001). Les éléments du dossier n'établissent aucun lien de dépendance autres que les liens affectifs normaux. En outre, rien n'indique que la relation entre les membres de famille concernés ne peuvent se poursuivre en dehors du territoire belge.

Dès lors, en exécution de l'article 7, alinéa 1er, 2°, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, il est enjoint à la personne concernée de quitter le territoire du Royaume dans les 30 jours vu qu'elle n'est pas autorisée ou admise à y

séjourner à un autre titre: la demande de séjour introduite le 08.12.2021 en qualité d'autre membre de famille lui a été refusée ce jour. Elle séjourne donc en Belgique de manière irrégulière ».

2. Exposé des moyens d'annulation.

2.1.1. Le requérant prend un premier moyen de la violation des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ; des articles 47/1, 1°, et 62 de la loi du 15 décembre 1980 ; du principe de diligence due, de motivation matérielle, du principe du raisonnable, du principe de confiance légitime ; du principe de « fair-play » et du droit de l'Union.

2.1.2. Il expose que : *« Bovendien, doch ondergeschikt, werd de bijlage 20 op onzorgvuldige wijze genomen, daar er destijds wel degelijk werd voldaan aan de voorwaarden van artikel 47/1, 1° Vreemdelingenwet. De artikelen 47/1 e.v. Vreemdelingenwet vormen een omzetting van artikel 3, tweede lid van de Richtlijn 2004/38/EG (zie Memorie van toelichting bij Wetsontwerp van 9 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake Asiel en Migratie tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, Parl.St. Kamer, 2013-14, doc. nr. 53-3239/001, 20-21). Artikel 3, tweede lid van de Richtlijn 2004/38/EG luidt als volgt: "2. Onverminderd een persoonlijk recht van vrij verkeer of verblijf van de betrokkenen vergemakkelijkt het gastland overeenkomstig zijn nationaal recht, binnenkomst en verblijf van de volgende personen: a) andere, niet onder de definitie van artikel 2, punt 2, vallende familieleden, ongeacht hun nationaliteit, die in het land van herkomst ten laste zijn van of inwoners bij de burger van de Unie die het verblijfsrecht in eerste instantie geniet, of die vanwege ernstige gezondheidsredenen een persoonlijke verzorging door de burger van de Unie strikt behoeven; b) de partner met wie de burger van de Unie een deugdelijk bewezen duurzame relatie heeft. 7 Het gastland onderzoekt de persoonlijke situatie nauwkeurig en motiveert een eventuele weigering van toegang of verblijf." Aangezien de richtlijn 2004/38/EG uitdrukkelijk oplegt om in het nationaal recht bepalingen te voorzien die de binnenkomst en het verblijf van de partner van een burger van de Unie vergemakkelijken en aangezien de Belgische wetgever hieraan is tegemoetgekomen door de invoering van de artikelen 47/1 e.v. Vreemdelingenwet, valt niet in te zien hoe verwerende partij zijn nationale wet terzijde zou kunnen schuiven bij de beoordeling van de aanvraag als feitelijke partner van een burger van de Unie. De motieven van de bestreden beslissing dienen dan ook te worden beoordeeld in het licht van de artikelen 47/1 e.v. Vreemdelingenwet, die op de voorliggende rechtsverhouding van toepassing zijn. Artikel 47/1, 1° Vreemdelingenwet, zijnde de bepaling waarop verzoeker zijn aanvraag steunde, luidt als volgt: "Als andere familieleden van een burger van de Unie worden beschouwd : 1° de partner met wie de burger van de Unie een deugdelijk bewezen duurzame relatie heeft en die niet bedoeld wordt in artikel 40bis, §2, 2°." Artikel 47/3, §1 Vreemdelingenwet stelt in dit verband als volgt: "§1. De andere familieleden bedoeld in artikel 47/1, 1°, moeten het bestaan bewijzen van een relatie met de burger van de Unie die zij willen begeleiden of bij wie zij zich willen voegen en ook het duurzaam karakter van die relatie. Het duurzaam karakter van de relatie mag met elk passend middel worden bewezen. Bij het onderzoek naar het duurzame karakter van de relatie houdt de minister of zijn gemachtigde inzonderheid rekening met de intensiteit, de duur en stabiele aard van de banden tussen de partners." Verzoeker is, zoals hierboven aangehaald, de feitelijke partner van mevr. [S.], referentiepersoon met Bulgaarse nationaliteit. Op 08.12.2021 (!) vroeg hij voor de gezinshereniging aan in functie van deze partner, op grond van genoemde wetsartikelen. In de bestreden beslissing wordt gesteld dat de affectieve duurzame relatie tussen betrokkenen onvoldoende wordt bewezen. Verwerende partij concludeert aldus dat niet aan de voorwaarden van artikel 47/1, 1° Vreemdelingenwet is voldaan. Verzoeker kan hier niet mee akkoord gaan, daar hij wel degelijk voldoende en overtuigende bewijsstukken voorlegde. Noch artikel 47/1, 1° Vreemdelingenwet, noch artikel 47/3, §1, noch enige andere bepaling uit de Vreemdelingenwet beschrijven welke bewijzen van de relatie er precies dienen te worden voorgelegd. Verzoeker verwijst in dit opzicht nogmaals naar artikel 47/3 Vreemdelingenwet letterlijk: "§1. De andere familieleden bedoeld in artikel 47/1, 1°, moeten het bestaan bewijzen van een relatie met de burger van de Unie die zij willen begeleiden of bij wie zij zich willen voegen en ook het duurzaam karakter van die relatie. Het duurzaam karakter van de relatie mag met elk passend middel worden bewezen." De bewijsvoering is met andere woorden vrij. Daarbij valt op de website1 van verwerende partij zélf het volgende te lezen: 1<https://dofi.ibz.be/sites/dvzoe/NL/Gidsvandeprocedures/Pages/Verwantschap%20met%20een%20burger%20van%20de%20Unie,%20of%20gelijkgestelde.aspx> "De feitelijke partner kan zich laten inspireren door de criteria die door de wetgever vastgelegd werden om het duurzame en stabiele karakter van de relatie bij een wettelijk geregistreerd partnerschap aan te tonen." Eén van deze criteria is een officiële samenwoning van één jaar overeenkomstig artikel 40bis, §2 Vreemdelingenwet: "§2. Als familielid van de burger van de Unie worden beschouwd: [...] De partners moeten aan de volgende voorwaarden*

voldoen: a) Bewijzen een naar behoren geattesteerde duurzame en stabiele partnerrelatie te onderhouden. Het duurzaam en stabiel karakter van deze relatie is aangetoond: - indien de partners bewijzen gedurende minstens één jaar, voorafgaand aan de aanvraag, onafgebroken in België of een ander land te hebben samengewoond; [...]” Uit het rijksregister van verzoeker blijkt ontegensprekelijk dat hij reeds sinds 05.05.2021 officieel staat gedomicilieerd op het adres van de referentiepersoon. (stukken 2-3) Doch uit de feitelijke omstandigheden én de stukken en informatie in het administratief dossier blijkt een samenwoning van langer. Verzoeker en zijn partner legden immers op 27.10.2020 een verklaring van wettelijke samenwoning af ten overstaan van de ambtenaar van de burgerlijke stand van de gemeente Schaarbeek. Verwerende partij is van deze verklaring op de hoogte, daar zij in haar weigeringsbeslissing zelf verwijst naar de beslissing die hierin werd genomen op 27.03.2021 en werd verzonden aan het koppel op hun gezamenlijk adres. (stuk 4) Uit de foto's hieronder (zie infra) en uit hun religieus huwelijk blijkt bovendien een samenwoning van nog langer (sinds mei 2020). (stuk 5) Op het ogenblik van de huidige aanvraag, dd. 08.12.2021, was er dus sprake van meer dan 1 jaar feitelijke samenwoning! Verwerende partij bespreekt deze feitelijkeheden zelfs niet en focust louter op het gegeven dat de huurovereenkomst enkel op mevrouw haar naam staat, hetgeen te maken heeft met het feit dat mevrouw daar eerst woonde en verzoeker nadien bij haar kwam inwonen. (stuk 6) Het duurzame en stabiele karakter van de relatie wordt aldus vooreerst bewezen door hun samenwoning van inmiddels 2,5 jaar. Niettemin legde verzoeker ook nog andere bewijzen van de relatie voor. Zo legde hij om te beginnen foto's van doorheen de relatie. (stuk 7) Verwerende partij stelt zelf dat deze foto's, die teruggaan tot juli 2020, aantonen dat verzoeker en mevrouw elkaar kennen gedurende deze periode, doch dat er geen relatie mee wordt aangetoond. Verzoeker stelt zich oprecht de vraag of verwerende partij deze foto's eens bekeken heeft? Het betreffen stuk voor stuk vastleggingen van momenten in het gezinsleven van zijn verzoeker, waarop enerzijds duidelijk valt te zien dat hij een liefdesrelatie onderhoudt met de referentiepersoon, doch anderzijds ook valt te zien hoe hij optreedt als pluspapa voor het dochtertje van mevrouw! Verzoekster benadrukt de bewijsvoering in het kader van voorliggende procedure vrij is. Verwerende partij kan niet zomaar elk bewijsstuk op een standaard manier gaan afwijzen. Deze foto's kunnen dus wel degelijk dienstig zijn ter bewijs van zijn duurzame relatie met de referentiepersoon. Het bewijst immers hun samenzijn op verschillende momenten, gedurende jaren. Daarnaast heeft verzoeker ook whatsapp-gesprekken voorgelegd van hem en zijn partner, vertaald. Verwerende partij stelt dat de auteurs van deze berichten niet kunnen worden bepaald, doch het betreffen screenshots vanaf de gsm van mevrouw, waarbij men duidelijk haar profielfoto bovenaan de gesprekken ziet staan! Het betreft een simpele vergelijking met de foto op de verblijfskaart van mevrouw die hoe dan ook aanwezig is in het administratief dossier van verwerende partij. (stuk 8) Verzoeker legde tevens het bewijs van het hebben van een gemeenschappelijke rekening neer, wat tevens blijk geeft van een gezinsleven met een gemeenschap. (stuk 9) Verzoeker heeft dus wel degelijk op afdoende wijze bewezen dat hij en de referentiepersoon al reeds geruime tijd een koppel vormen en dat zij intussen onafgebroken samenwonen in België én dat zij een duurzame en oprechte relatie onderhouden, en een gezinsleven tezamen met het kindje van mevrouw. Verwerende partij stelt in de bestreden beslissing enerzijds dat er met zekerheid kan worden gesteld dat betrokkenen elkaar kennen, doch anderzijds dat er niet kan worden afgeleid hoe lang zij al een relatie onderhouden... Dit lijkt contradictorisch. Er worden nl. inderdaad stukken voorgelegd die teruggaan tot 2020, doch deze stukken zijn van die aard dat het bewijzen van een relatie betreffen (gelet op het soort foto's, gelet op het bewijs van een gemeenschap, een gemeenschappelijk leven, een samenwoning, ...). Verwerende partij spreekt zichzelf tegen en motiveert onvoldoende waarom de stukken te weinig overtuigend zouden zijn. Thans liggen er wel degelijk voldoende en overtuigende bewijsstukken voor, en duurt de relatie en de samenwoning intussen ook voort. Verwerende partij heeft bijgevolg haar motiveringsverplichting geschonden, zoals hierboven reeds werd uiteengezet, maar tevens haar zorgvuldigheidsverplichting, door de bestreden beslissing niet zorgvuldig voor te bereiden en niet te stoelen op een correcte en volledige feitenvinding (RvV 11 juni 2009, arrest nr. 28.602, punt 2.3). Het zorgvuldigheidsbeginsel bij de feitenvinding vereist dat de verwerende partij slechts na een behoorlijk onderzoek van de zaak en met kennis van alle relevante gegevens een beslissing mag nemen (RvV 11 juni 2009, arrest nr. 28.599, punt 2.4). In casu is dit duidelijk niet gebeurd, daar uit het administratief dossier, en uit alle stukken duidelijk blijkt dat verzoeker op afdoende wijze heeft aangetoond dat hij een affectieve partnerrelatie met duurzaam karakter onderhoudt met de referentiepersoon, en dus wel degelijk voldoet aan de voorwaarden van artikel 47/1, 1° Vreemdelingenwet ».

2.2.1. Le requérant prend un second moyen de la violation de l'obligation de motivation formelle ; du principe de diligence due ; des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ; de l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980 lu à la lumière de l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales [ci-après la CEDH]; de l'article 7 lu à la lumière de l'article 51 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union

européenne [ci-après la Charte] ; de l'article 27 de la directive 2004/38/CE ; ainsi que des articles 39/79 et 74/13 de la loi du 15 décembre 1980.

2.2.2. Il expose que : « Zoals hierboven uiteengezet moeten administratieve beslissingen, overeenkomstig de artikelen 2 en 3 van de Wet formele motivering bestuurshandelingen en artikel 62 van de Vreemdelingenwet, zowel in feite als in rechte uitdrukkelijk worden gemotiveerd en dit op een afdoende wijze. Verzoeker herhaalt hieromtrent het volgende: Er moet worden benadrukt dat conform de voornoemde wetsbepalingen de administratieve beslissing steeds uitdrukkelijk melding moet maken van de feitelijke en juridische gronden, opdat de betrokken persoon kennis zou hebben van de gronden waarop de administratieve overheid zich baseert om de weigeringsbeslissing te nemen. Uit het samenlezen van voornoemde wetsbepalingen volgt immers duidelijk dat: 1) De administratieve beslissing uitdrukkelijk dient te worden gemotiveerd; 2) In de motivering, die wordt opgenomen in de bestreden beslissing, zowel de feitelijke als de juridische gronden dienen te worden vermeld; 3) De motivering afdoende dient te zijn. De administratieve beslissing is slechts afdoende gemotiveerd wanneer de aangehaalde motieven draagkrachtig zijn, rekening houdende met de evenredigheid van de te nemen beslissing door de administratieve overheid. Zo kan er slechts sprake zijn van een afdoende motivering wanneer de motivering duidelijk, juist, pertinent, concreet, precies en volledig wordt geformuleerd, opdat de betrokken persoon in alle duidelijkheid kan oordelen of het al dan niet zinvol is om de genomen beslissing aan te vechten. In casu is de bestreden beslissing op een niet op een afdoende wijze gemotiveerd, daar administratieve beslissingen slechts afdoende gemotiveerd zijn wanneer de motivering duidelijk, juist, pertinent, concreet, precies en volledig geformuleerd wordt zodat de betrokken persoon in alle duidelijkheid kan oordelen of het al dan niet zinvol is om de genomen beslissing aan te vechten. Bovendien legt het zorgvuldigheidsbeginsel de verwerende partij de plicht op om beslissingen zorgvuldig voor te bereiden en te stoelen op een correcte en volledige feitenvinding (RvV 11 juni 2009, arrest nr. 28.602, punt 2.3). Het zorgvuldigheidsbeginsel bij de feitenvinding vereist dat de verwerende partij slechts na een behoorlijk onderzoek van de zaak en met kennis van alle relevante gegevens een beslissing mag nemen (RvV 11 juni 2009, arrest nr. 28.599, punt 2.4). Overigens staat ook vast dat het redelijkheidsbeginsel Uw Raad het toelaat de bestreden beslissing onwettig te bevinden wanneer het tegen alle redelijkheid ingaat (RvV 11 juni 2009, arrest nr. 28.602, punt 2.3 in fine; RvV 11 juni 2009, arrest nr. 28.599, punt 2.4 in fine). De motivering van de bestreden beslissing is niet op een afdoende wijze genomen, zoals vereist wordt door de Wet formele motivering bestuurshandelingen, daar de werkelijke feitelijke en juridische gegevens die aan de oorsprong liggen van de beslissing ontbreken. De bestreden beslissing is niet gemotiveerd rekening houdende met de voorgebrachte stukken en bevat geen correcte redenen waarom de beslissing tot weigering van verblijf en het bevel om het grondgebied te verlaten ten aanzien van verzoeker werden genomen. Verwerende partij heeft haar beslissing hieromtrent niet correct gemotiveerd en heeft op geen enkel moment een belangenafweging gemaakt die de beslissing zou kunnen verantwoorden. Verwerende partij is nochtans op de hoogte van de familiale situatie van verzoeker. Verwerende partij heeft desondanks helemaal geen afdoende poging ondernomen om rekening te houden met het familie- en gezinsleven van verzoeker. In het kader van artikel 74/13 van de Vreemdelingenwet diende zij echter een uitgebreid onderzoek te doen. Artikel 74/13 van de Vreemdelingenwet bepaalt immers het volgende: [...]. In de bestreden beslissing wordt het familiaal leven van verzoeker niet op afdoende wijze onderzocht en besproken. Hieruit blijkt dan ook dat verwerende partij geen afdoende toetsing heeft gemaakt aan artikel 8 EVRM. Gezien het ontbreken van een afdoende motivering omtrent de aangehaalde en voorgebrachte stukken van verzoeker is de motiveringsplicht duidelijk geschonden. De partnerrelatie tussen verzoeker en de referentiepersoon werd immers, gelet op het administratief dossier en de daarin aanwezige stukken, op afdoende wijze bewezen! Daarnaast treedt verzoeker ook op als pluspapa voor het dochtertje van mevrouw. Om te beginnen is er thans reeds een onafgebroken samenwonen sinds mei 2020 in België. Daarnaast werden er foto's van verschillende (intieme) momenten voorgelegd, whatsapp-gesprekken, en het bewijs van een gemeenschappelijk leven, ... De bestreden beslissing is dan ook onjuist. Bijgevolg zijn de artikelen 2 en 3 van de Wet formele motivering bestuurshandelingen, artikel 62 en 74/13 van de Vreemdelingenwet en artikel 8 van het EVRM geschonden. Het middel is bijgevolg ernstig en gegrond ».

3. Examen des moyens d'annulation.

3.1. Le Conseil rappelle que l'article 47/1 de la loi du 15 décembre 1980 dispose comme suit : « Sont considérés comme autres membres de la famille d'un citoyen de l'Union : 1° le partenaire avec lequel le citoyen de l'Union a une relation durable dûment attestée, et qui n'est pas visé par l'article 40bis, § 2, 2° ; [...] ».

L'article 47/3, §1er, de la loi du 15 décembre 1980, précise cette disposition en ces termes : « § 1er. Les autres membres de la famille visés à l'article 47/1, 1°, doivent apporter la preuve de l'existence d'une relation avec le citoyen de l'Union qu'ils veulent accompagner ou rejoindre ainsi que de son caractère durable. Le caractère durable de la relation peut être prouvé par tout moyen approprié. Lors de l'examen du caractère durable de la relation, le ministre ou son délégué tient compte notamment de l'intensité, de l'ancienneté et de la stabilité des liens entre les partenaires ».

Le Conseil rappelle par ailleurs que l'obligation de motivation formelle à laquelle est tenue l'autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ces motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet.

Le Conseil souligne, sur ce point, que, dans le cadre du contrôle de légalité, il n'est pas compétent pour substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative qui a pris la décision attaquée. Ce contrôle doit se limiter à vérifier si cette autorité n'a pas tenu pour établis des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle n'a pas donné desdits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui procède d'une erreur manifeste d'appréciation (dans le même sens : C.E., 6 juillet 2005, n° 147.344).

3.2. En l'espèce, la partie défenderesse se fonde notamment sur le constat que « *Le contrat de bail déposé, uniquement établi au nom madame [S.S.A.] en avril 2020, n'apporte aucun éclairage sur la relation durable à démontrer* » pour établir que « *la relation durable n'est pas établie* ».

Or, à l'instar du requérant et à la lecture du dossier administratif, le Conseil constate que le contenu de ce dernier fait état à plusieurs reprises d'une cohabitation de fait entre le requérant et la regroupante. En effet, il apparaît dans divers documents que le requérant et sa compagne résident ensemble ; notamment dans le formulaire d'introduction d'une demande de cohabitation légale en octobre 2020 où les intéressés mentionnent la même adresse. Particulièrement, l'annexe 19 reçue par le requérant, lors de l'introduction de sa demande, indique le concernant « *Résident/déclarant résider à : [adresse]* » et précise que ce dernier a produit comme document un « *contrat de bail* » établi au nom de sa compagne et indiquant la même adresse. Également, plusieurs témoignages apportés par le requérant afin de prouver l'existence d'une relation durable avec sa compagne indiquent également que les intéressés résident ensemble à cette adresse.

Dans sa note d'observations, la partie défenderesse expose que : « *Le requérant y fait état d'un élément qu'il n'avait pas estimé devoir porter à la connaissance de la partie adverse en temps utile, alors qu'il lui était loisible d'actualiser son propos et dossier, cela d'autant plus que le requérant semble se plaindre du délai pris pour examiner le bien-fondé de sa demande. Dès lors que le requérant ne prétend et a fortiori ne démontre pas qu'il aurait été empêché d'actualiser son dossier, il ne saurait tenter de pallier les conséquences de ses négligences, en tentant de les ériger en griefs* ». Ces considérations ne sont pas de nature à renverser le constat qui précède.

Par conséquent, il ne ressort pas de la motivation de l'acte attaqué ni du dossier administratif, que la partie défenderesse a pris en considération, au regard notamment du contrat de bail produit, la résidence commune du couple. La partie défenderesse adopte dès lors une motivation insuffisante et inadéquate à cet égard.

3.3. Il en résulte de ce qui précède que le premier moyen pris de la violation de l'obligation de motivation formelle est fondé. Il n'y a dès lors pas lieu d'examiner les autres développements dudit moyen.

3.4. S'agissant du deuxième moyen dirigé contre l'ordre de quitter le territoire, l'article 74/13 de la loi précitée du 15 décembre 1980 impose à la partie défenderesse de prendre en compte les circonstances qu'il vise, à savoir l'intérêt supérieur de l'enfant, l'état de santé et la vie familiale du requérant, lors de la prise d'une décision d'éloignement. De plus, alors que des arrêts antérieurs du Conseil d'Etat concluaient que l'article 74/13 de la loi précitée du 15 décembre 1980 n'impose aucune obligation spécifique de motivation (notamment arrêts n° 242.591 du 10 octobre 2018, n°253.374 du 28 mars 2022), le Conseil d'Etat a jugé dans son arrêt n°253.942 du 9 juin 2022 en ces termes :

« L'obligation de motivation formelle d'un acte administratif requiert d'exposer les motifs de fait et de droit qui le fondent. Dès lors que l'autorité doit notamment avoir égard, lors de l'adoption d'un ordre de quitter le territoire, au respect des droits fondamentaux de l'étranger, il lui appartient donc d'expliquer comment elle a respecté les exigences de l'article 74/13 précité en tenant compte notamment de la vie familiale de la personne concernée.[...] Dès lors qu'un ordre de quitter le territoire a une portée juridique propre [...] cet ordre doit faire l'objet d'une motivation spécifique [...] eu égard à la portée qu'à cette mesure ».

Cet arrêt marque une évolution dans la jurisprudence du Conseil d'Etat concernant l'étendue de l'obligation de motivation qui pèse sur la partie défenderesse.

En l'espèce, il apparaît que la partie défenderesse n'a ni pris en considération ni motivé sa décision au regard de l'intérêt supérieur de l'enfant. En effet, premièrement, une « Note de synthèse », datée du 14 octobre 2022 et présente au dossier administratif, reprend simplement un tableau citant comme intitulé « l'intérêt supérieur de l'enfant » et le nom de famille de l'attaché de la partie défenderesse ayant traité le dossier, sans y indiquer les éléments de fait l'ayant conduit à adopter un ordre de quitter le territoire. Deuxièmement, le Conseil constate que le volet *ordre de quitter le territoire* de l'acte entrepris n'explique pas comment la partie défenderesse a respecté les exigences de l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980 au regard de l'intérêt supérieur de l'enfant.

Or, le requérant fournit à l'appui de sa demande plusieurs documents tendant à démontrer son rôle dans l'éducation de l'enfant de sa compagne, entre autres des photos et une attestation de l'école établissant que « Monsieur [B.D.] et Madame [S.S.] viennent ensemble ou séparément déposer et chercher leur enfant ». Si la partie défenderesse estimait qu'il n'y avait pas lieu de prendre en considération l'intérêt supérieur de l'enfant de la compagne du requérant, elle était tenue de s'en expliquer, à tout le moins dans le corps même de l'acte querellé, ce qu'elle s'est abstenue de faire.

Dans sa note d'observations, la partie défenderesse expose que : « le requérant semble à nouveau déborder du cadre de son intérêt personnel et vise une tierce personne qui n'intervient pas à la cause, il y a lieu de conclure à l'irrecevabilité du moyen de ce point de vue-là, le requérant étant la seule partie intervenant à la cause ». Ces considérations ne sont pas de nature à renverser le constat qui précède.

Il s'ensuit que le deuxième moyen est fondé en ce qu'il est pris de la violation de l'obligation de motivation formelle des actes administratifs et de l'article 74/13 précité, ce qui suffit à entraîner l'annulation de l'ordre de quitter le territoire.

4. Débats succincts.

4.1. Le recours en annulation ne nécessitant que des débats succincts, il est fait application de l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

4.2. Le Conseil étant en mesure de se prononcer directement sur le recours en annulation, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

5. Dépens.

Au vu de ce qui précède, il convient de mettre les dépens du recours à la charge de la partie défenderesse.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire, prise le 14 octobre 2022, est annulée.

Article 2

La demande de suspension est sans objet.

Article 3

Les dépens, liquidés à la somme de cent quatre-vingt-six euros, sont mis à la charge de la partie défenderesse.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le sept février deux mille vingt-trois par :

M. M. OSWALD, premier président,

M. A. IGREK, greffier.

Le greffier, Le président,

A. IGREK

M. OSWALD